

une situation économique pourtant désastreuse, étaient au final moins en souffrance que les habitants de Harlem à New York – et avaient une meilleure espérance de vie. La Seine-Saint-Denis, c'est peut-être une sorte de Bangla Desh de la région parisienne. L'un des objectifs de cette expérimentation, et d'autres devraient sans doute se monter ailleurs, y compris hors de France, c'est de sortir de la logique du pouvoir d'achat et d'initier à la place une sorte de savoir d'achat. De fait, à Plaine Commune, nous engageons une longue période de transition. Il y aura beaucoup de négociations, entre la puissance publique, des partenaires sociaux, des syndicats, des acteurs économiques, mais aussi le monde académique qui est très impliqué. L'objectif est de créer un dispositif vertueux, initiant à partir des premiers tests de revenu contributif et de la plateforme allant avec une rationalité nouvelle, s'appuyant sur le désir d'apprendre et de transmettre de chacun. Une partie des actions à mener consistera à réorienter progressivement des dispositifs existant déjà dans la sphère publique, à travers des taxes, des cotisations sociales, etc., à travers la formation professionnelle aussi. Mais il s'agira également de créer d'autres formes de redistribution ou d'accès aux savoirs, pourquoi pas créer des taxes originales comme la taxe Pollen sur l'intégralité des flux d'argent, telle que la défend Yann Moulier-Boutang.

**A.K. :** Soit la promesse, je l'espère, d'immenses chantiers expérimentaux, sur le terrain mais aussi et surtout dans les têtes, où le boulot me semble abyssal... Chantiers dont le revenu universel pourrait être non le cœur, mais l'une des pièces majeures, au même titre que la taxe Pollen, l'extension du régime des intermittents, ou encore l'instauration progressive d'un revenu contributif dans les territoires...

**B.S. :** Sur le revenu universel, j'espère que la lutte sociale qui s'engage aboutira à quelque résultat positif, mais je doute que ce soit possible sans déployer une perspective plus vaste.

# Revenu inconditionnel d'existence et économie générale de l'attention

Yves Citton

À l'occasion de la campagne suisse pour un revenu de base inconditionnel, des militants ont distribué des billets de dix francs en gare de Zürich. Cette action a fait parler du revenu de base dans tout le pays. Fabian Muhieddine, journaliste à l'hebdomadaire lausannois *Le Matin Dimanche*, a toutefois résumé une désapprobation assez large en renversant un dicton bien connu : de même que « tout travail mérite salaire », ce geste aurait choqué le principe implicite voulant que « tout salaire exige travail<sup>1</sup> ». Se trouver au bon endroit (gare de Zürich) au bon moment (le 14 mars 2016) pour recevoir 10 Frs sans rien faire ne satisferait pas notre sens de la justice. La distribution de billets aurait donc fait parler du revenu de base inconditionnel, mais seulement pour en révéler le caractère moralement aberrant.

Une telle réaction exprime l'une des principales objections adressées au principe d'un revenu de base, ou revenu d'existence, inconditionnel : l'instaurer, ce serait payer les gens à ne rien faire, dévaloriser le travail, pousser chacun(e) à rester chez soi pour s'abrutir devant la télévision. C'est une telle objection qu'essaiera de réfuter l'article qui suit, en allant chercher du côté de ce qu'on appelle depuis deux décennies « l'économie de l'attention » des arguments nouveaux pour justifier la nécessité et les vertus économiques et anthropologiques de l'instauration d'un revenu d'existence inconditionnel. Pour le dire en deux mots : un tel revenu constituerait une avance permettant à chacun de réattribuer ses ressources attentionnelles de façon plus productive et plus émancipatrice. Il ne s'agirait ni de charité, ni d'utopisme, ni de payer les gens à ne rien faire – mais simplement d'adapter pragmatiquement nos sociétés à l'importance croissante qu'y joue l'économie de l'attention.

<sup>1</sup> Fabian Muhieddine, « J'ai distribué les billets de 10 francs dans le calme. L'ambiance était sacrée », *Le Matin Dimanche*, 20 mars 2016.

## Pour un pluralisme des formes de revenus

Commençons par écarter une robinsonnade courante qui, en Suisse comme ailleurs, travestit la réalité des flux de revenu. En dépit d'une morale travailliste puissamment intuitive (et donc profondément respectable) voulant que tout salaire exige travail, une large partie des revenus générés par nos économies actuelles ne rémunère aucune forme de travail. Tous les profits issus de la finance sont censés rémunérer « le risque », et non le travail. Or les institutions financières se débrouillent pour que les États (et les contribuables) n'aient pas d'autre choix que d'éponger leurs pertes, réduisant ainsi la valeur légitimatrice du risque à la plus cynique hypocrisie.

Si l'on accepte toutefois que le risque puisse être rémunéré, si l'on observe par ailleurs que certains revenus (comme ceux des stars du spectacle, du stade ou des conseils d'administration) ne sont proportionnels ni au travail fourni, ni au risque encouru, mais à la quantité d'attention que certains individus parviennent à attirer sur eux, alors on se voit conduit à accepter qu'il puisse y avoir plusieurs facteurs justifiant l'attribution d'un revenu à des dimensions autres que « le travail ». Ce pluralisme des formes de revenus légitimes va de soi tôt que l'on élargit un peu la perspective: une personne malade, ou invalide, ne mérite-t-elle pas aussi de pouvoir subvenir à ses besoins de base? Ce que l'on appelait jadis une « femme au foyer » ne mérite-t-elle pas de recevoir une pension de retraite, même si elle n'a jamais reçu de salaire et n'a donc jamais directement cotisé au pot commun? Un enfant ne mérite-t-il pas qu'on avance les dépenses de son éducation, ne serait-ce que pour lui permettre d'être un bon salarié et un bon contribuable dans son âge adulte? Un chômeur ne mérite-t-il pas qu'on avance les dépenses de sa formation pour l'aider à retrouver un emploi?

De nombreux systèmes philosophiques récents ont fermement assis les bases d'un tel pluralisme, en montrant comment nos sociétés vivent d'un équilibre précaire, en négociation constante, entre plusieurs « principes universels » relativement autonomes les uns des autres: Michael Walzer parle ainsi de différentes « sphères de justice » (appartenance, sécurité, argent, profession, travail, loisir, éducation, amour, grâce divine, reconnaissance, pouvoir politique); Luc Boltanski et Laurent Thévenot parlent de différentes formes de « grandeur » (où des régimes de valeurs hétérogènes régissent les mondes de l'inspiration, du soin domestique, de l'opinion, du comportement civique, de la concurrence marchande ou du développement technique); Bruno Latour parle de différents « modes d'existence » (reproduction, métamorphose, habitude, technique, fiction, référence, politique, droit, religion, attachement, organisation, moralité)<sup>2</sup>.

À la lumière d'un tel pluralisme, nous « méritons » de recevoir des revenus pour une large gamme de comportements, qui ne se réduisent pas au seul travail salarié. De ce point de vue, le XX<sup>e</sup> siècle a vu s'opposer deux mouvements contradictoires entre eux. D'une part, le développement du capitalisme tend à transformer en « emploi », c'est-à-dire

en travail salarié, ce qui relevait précédemment d'un travail non-rémunéré: ainsi le travail domestique accompli par la « femme au foyer » se voit-il plus largement sous-traité à des salarié(e)s comme des baby-sitters, aides à domicile, aides-soignants, livraison de repas à domicile, etc. D'autre part, le combat féministe a offert un modèle toujours inspirant pour distinguer le « travail » de l'« emploi »: prendre soin de ses enfants (et, plus généralement, de ses proches) ne reçoit pas de salaire, et échappe donc à la logique de l'emploi, mais constitue bel et bien un travail, dont bénéficie l'ensemble de la société.

La question de l'attention s'inscrit au cœur de cette tension contradictoire entre salarisation du travail et revendication de multiples sphères d'activités (éminemment « productives ») extérieures aux décomptes des emplois.

## Rémunérer le travail de l'attention

Deux grandes voies s'ouvrent à qui veut recadrer les problématiques du revenu dans le cadre d'une économie de l'attention. On peut tout d'abord revendiquer *un travail de l'attention qui excède considérablement la sphère de l'emploi salarié*. Conformément au pluralisme envisagé ci-dessus, on s'efforce alors de faire reconnaître qu'en plus de l'attention que nous consacrons aux tâches de notre emploi salarié, nous sommes également attentifs à nos proches dont nous prenons soin (c'est toute la sphère du *care*), mais aussi aux nouvelles du monde que nous découvrons par le téléjournal ou par la lecture d'imprimés, aux demandes d'aides auxquelles nous proposons des solutions sur des forums en ligne, aux tweets que nous nourrissons de nos réactions, aux messages que nous faisons circuler sur Facebook, et jusqu'aux passants que nous évitons de heurter quand nous marchons dans la rue.

Ainsi apparaît tout *un travail de l'attention*, dont on voit facilement que, grâce au numérique et aux réseaux sociaux, il est en train de prendre une ampleur énorme, et passablement inédite. Ce n'est pas tellement en termes de quantité que ce travail mérite de nous frapper – les humains ont toujours été attentifs à leurs proches et à leur environnement – mais plutôt du fait des pressions nouvelles auxquelles il donne lieu. Burn-outs, dépressions, sentiments de saturation informationnelle, mais aussi diagnostics d'hyperactivité et de déficits attentionnels sont les symptômes les plus courants des pressions qui affectent structurellement ce travail de l'attention. Si le numérique contribue grandement à les exacerber, on peut les faire remonter au moins jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Comme l'a bien montré Jonathan Crary, l'industrialisation impose en effet de nouvelles exigences attentionnelles à la fois aux ouvriers rassemblés sur une chaîne de montage, qui impose sa temporalité inhumaine aux gestes corporels, et aux consommateurs que l'on bombarde désormais de publicité pour les inciter à acheter les marchandises produites en grand nombre sur lesdites chaînes de montage – avec de nouveaux dispositifs médiatiques (posters, cinéma, puis radio, télévision, et désormais fenêtres en pop-up) qui viennent accaparer notre attention par des saillances omniprésentes. De fait, « une dimension centrale de la modernité apparaît dans la persistante crise de la capacité d'attention, crise au cours de laquelle l'évolution des configurations du capitalisme pousse continuellement l'attention et la distraction vers de nouvelles limites et

<sup>2</sup> Voir Michael Walzer, *Sphères de justice. Une défense du pluralisme et de l'égalité* (1983), Seuil, Paris, 1997; Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris, 1991; Bruno Latour, *Enquête sur les modes d'existence*, La Découverte, Paris, 2012.

de nouveaux seuils, avec une séquence infiniment répétée de nouveaux produits, qui sont à la source de nouvelles stimulations et flux d'information, auxquels répondent de nouvelles méthodes de gestion et de régulation de la perception<sup>3</sup>.

Pour fonctionner, le capitalisme a besoin de nous rendre doublement attentifs, à la fois en tant que producteurs de marchandises et en tant que consommateurs des mêmes marchandises. Comme le remarquaient déjà Guy Debord et l'école de Francfort, et comme l'a rappelé plus récemment Jonathan Beller, c'est toute la circulation et le visionnement des images où nous baignons qui constituent une sorte de deuxième usine sociale, dont la fonction n'est pas de produire des biens de consommation, mais des désirs de consommation. En regardant une émission télévisée, un poster, une œuvre d'art, mais aussi une bouteille de Coca-Cola, une voiture, une paire de chaussure, nous produisons activement de la valeur, dès lors que « l'image est perçue non seulement en et par elle-même, mais comme une conséquence de sa perception par les autres. La densité de cette perception par les autres fait partie de sa qualité d'image. [...] La valeur de notre regard contribue à accroître la valeur de l'image. [...] Percevoir que des images passent par la perception des autres accroît leur taux de circulation [*currency*], et donc leur valeur ». Autrement dit : « regarder, c'est travailler [*to look is to labor*]<sup>4</sup> ».

### Pour un revenu inconditionnel d'attention

On voit quels types d'arguments construire pour le revenu inconditionnel d'existence sur la base d'une telle reconnaissance du travail de l'attention. Ces arguments auront tous en commun de considérer l'activité consistant à « faire attention » comme une forme de travail méritant salaire – ne serait-ce que pour assurer la reproduction du système productif. De même qu'on a besoin que des enfants soient engendrés (allaités, soignés, éduqués) pour renouveler les forces productives de demain, et de même que l'on paie l'attention des gardes d'enfants, et des baby-sitters lorsque l'attention des « femmes aux foyers » se trouve attirée ailleurs, de même nous trouvons-nous aujourd'hui conduits à devoir payer l'attention que nous portons au soin élémentaire de notre santé, de notre information, de notre communication – en dehors de notre temps de travail salarié – parce que cette attention est indispensable à la reproduction de nos forces productives (voire de nos désirs consuméristes) de demain.

Dans le cadre d'un tel raisonnement, le revenu inconditionnel d'existence ne relève nullement d'une charité ou d'une assistance dirigée vers les plus démunis d'entre nous. Il est distribué en *échange de l'attention* que nous nous prêtons aujourd'hui les uns aux autres, et qui est nécessaire à la reproduction, à la croissance et à l'amélioration de nos rapports sociaux. Il constitue *une avance* (autrement dit : un « investissement ») qui nous permet d'être attentifs les uns aux autres, et qui finance donc les effets positifs que cette attention aura à

<sup>3</sup> Jonathan Crary, *Suspensions of perception. Attention, Spectacle and Modern Culture*, MIT Press, Cambridge MA, 1999, p. 13-14.

<sup>4</sup> Jonathan Beller, *The Cinematic Mode of Production. Attention Economy and the Society of the Spectacle*, Dartmouth UP, Hanover NH, 2006, p. 78, 115 & 231.

l'avenir sur le fonctionnement de nos rapports sociaux (effets positifs qui constitueront un « retour sur investissement »). Que nous disent en effet tous les théoriciens de l'économie de l'attention – qu'ils enseignent dans des Business Schools parfaitement alignées sur l'idéologie consumériste ou qu'ils s'efforcent d'imaginer des alternatives au capitalisme – sinon que l'attention humaine est devenue « une ressource » de plus en plus précieuse, parce que de plus en plus rare, à proportion que nos rapports sociaux se densifient et se complexifient ? C'est précisément cette ressource attentionnelle – dont la pénurie actuelle cause burn-out, incivilités, désertifications sociales, saccages environnementaux et autres folies meurtrières – qu'un revenu garanti à tous aurait pour fonction de financer, revenu qu'on pourrait dès lors appeler *revenu inconditionnel d'attention*.

Comme on le voit, ce type d'argument peut s'inscrire assez harmonieusement dans les prémisses de la dynamique capitaliste qui a conquis la planète depuis bientôt deux siècles : un revenu inconditionnel d'attention serait la façon la plus raisonnable de prévenir un effondrement attentionnel qui menace actuellement l'ensemble du capitalisme, et avec lui les sociétés où il a imposé ses lois. En l'instaurant, on ne ferait qu'entériner une transformation déjà en cours : de même que les plus grandes capitalisations boursières des dernières années (Google, Amazon, Facebook, Apple) ont en commun de tirer leurs profits de la vente de notre attention, de même l'économie (capitaliste) d'aujourd'hui a-t-elle besoin d'alimenter par une forme de revenu spécifique cette attention sur laquelle repose sa production de profits. L'algorithmisation de notre attention fait déjà de son mieux pour économiser nos ressources attentionnelles – depuis les voitures qui se conduisent toutes seules jusqu'aux transactions boursières à haute fréquence et jusqu'aux « chatbots » automatisés qui conversent avec nous sur internet pour nous donner l'illusion de la communication. Il est toutefois difficile de ne pas voir à quel point ces attentions algorithmiques tendent rapidement à s'emballer dans d'inquiétantes spirales incontrôlées, depuis les flash-crashes de la finance automatisée jusqu'aux propos sexistes et racistes de TAY, l'algorithme de conversation lancé par Microsoft sur Twitter à la fin mars 2016. L'attention humaine, qui sait être indissociablement attentive et attentionnée lorsqu'on a suffisamment investi dans son éducation, reste indispensable au non-effondrement de nos sociétés – et le capitalisme, comme tout autre régime de domination, a besoin de la société pour se perpétuer.

### Rémunérer l'emploi comme asservissement de l'attention

Plutôt que de sauver le capitalisme de ses tendances suicidaires, on peut préférer voir dans un revenu inconditionnel d'existence une façon de rompre avec lui. On pourrait alors se fonder sur une deuxième approche, assez différente de la précédente, qui ne valoriserait pas l'attention comme une *autre* forme de travail, extérieure à la sphère trop étroite de la production salariée, mais comme une condition de *toute* forme de travail : quoi qu'on fasse, on ne peut véritablement « travailler » sans être attentif aux tâches qu'on exécute. L'attention ne serait pas l'autre face du travail productif, mais sa vérité la plus profonde.

Esquissons les bases d'une telle analyse, qui demanderait bien entendu de nombreuses pages pour être déployée dans ses implications les plus complexes. On peut partir d'une évidence intuitive : travailler, c'est focaliser son attention volontaire sur une certaine tâche à accomplir. Alors que l'attention humaine couvre une large gamme d'attitudes et d'opérations mentales, dont une grande partie relève d'automatismes se situant en deçà de nos choix conscients, l'économie de l'attention considère celle-ci comme une ressource rare dans la mesure où elle fait l'objet d'un effort volontaire, que le prix Nobel d'économie Daniel Kahneman a essayé de théoriser dès les années 1970<sup>5</sup>.

Qu'on change les langes d'un bébé, qu'on lise une revue de philosophie, qu'on dactylographie un diagnostic médical, qu'on joue au football, qu'on scanne des marchandises à la caisse d'un supermarché, qu'on passe l'aspirateur dans sa cuisine, qu'on aide une personne âgée à descendre un escalier, qu'on extraie des minéraux à 300 mètres sous terre, qu'on dirige un conseil d'administration, qu'on remplisse sa feuille d'impôts, qu'on donne un cours de littérature, qu'on prépare une pâtisserie ou qu'on s'entraîne à enchaîner des progressions d'accords sur une guitare – dans tous les cas, on accomplit un certain travail, dans la mesure où on mobilise un certain effort attentionnel vers l'accomplissement d'une certaine tâche. Si ce que nous considérons comme du travail implique la présence d'un effort attentionnel, en revanche, tout effort attentionnel n'est pas nécessairement envisagé comme un travail et, on le sait, tout travail ne donne pas lieu à un emploi salarié. Seuls certains des exemples évoqués ci-dessus (extraire des minéraux) relèvent du « travail » ; d'autres (jouer au football) tombent plutôt dans la catégorie du « loisir ». Dans certains cas (tenir la caisse dans un supermarché), l'accomplissement de la tâche est sanctionné par un emploi doté de rémunération salariale ; dans d'autres (passer l'aspirateur dans sa cuisine), non. Dans certains cas (apprendre à jouer d'un instrument), l'effort attentionnel apporte un plaisir propre ; dans d'autres (remplir sa feuille d'impôts), non.

On peut s'inspirer des observations faites par Simone Weil durant son expérience de travail en usine pour distinguer, au sein des tâches requérant un effort attentionnel volontaire, celles qui imposent un certain *asservissement de l'attention*, parce que l'agent « ne peut pas se contenter d'accomplir des gestes de manière automatique et inconsciente, mais qu'il doit au contraire y mettre toute son attention », de telle sorte que cette attention s'y voit « sollicitée et maintenue en éveil sans être vivifiée<sup>6</sup> ». Si, dans notre bon sens commun, « tout travail mérite salaire », c'est dans la mesure où la tâche qu'il accomplit contient une certaine dose d'asservissement de l'attention (selon l'étymologie du travail-*tripalium*, qui implique la présence d'une certaine souffrance). Si « tout salaire exige travail », selon les réactions observées à la gare de Zürich, c'est que la rémunération salariale est perçue comme venant compenser l'asservissement consenti pour l'accomplissement de la tâche.

<sup>5</sup> Voir Daniel Kahneman, *Attention and Effort*, Prentice Hall, New York, 1973 et plus récemment *Système 1, système 2. Les deux vitesses de la pensée*, Flammarion, Paris, 2016.

<sup>6</sup> Frédéric Moinat, « Phénoménologie de l'attention aliénée : Edmund Husserl, Bernhard Waldenfels, Simone Weil », in Natalie Depraz et Laurent Perreau, *L'attention*, n°10 de la revue *Alter*, Dijon, 2010, p. 55. Voir aussi Simone Weil, *La condition ouvrière*, Gallimard, Paris, 2002 et Joël Janiaud, *Simone Weil. L'attention et l'action*, PUF, Paris, 2002.

Pourquoi donc lire une revue de philosophie, jouer au football ou contraindre ses doigts à prendre des positions inhabituelles sur le manche d'une guitare nous paraissent-ils extérieurs au domaine habituel de l'emploi salarié ? Ils demandent pourtant des efforts attentionnels qui peuvent être très intenses, fréquemment frustrants, voire occasionnellement douloureux. On montrerait par ailleurs sans trop de difficulté qu'ils peuvent contribuer non seulement au plaisir et au développement de celui qui accomplit ces tâches, mais à notre bien-être commun, dans la mesure où ils exercent des compétences dont peuvent bénéficier d'autres personnes que l'agent lui-même. On ne songe généralement pas à salarier de telles activités (sauf dans le cas de sportifs et d'artistes de renom) parce qu'elles sont censées apporter une gratification (ou « vivification ») personnelle qui surcompense les efforts, les frustrations et les souffrances qu'elles induisent. Ce ne sont donc ni l'effort, ni la difficulté, ni l'utilité qui circonscrivent nos sentiments de justice envers l'emploi salarié – mais bien plutôt le fait qu'il *impose une certaine dose d'asservissement à notre attention* : c'est lorsque nous accomplissons une tâche qui exige de « solliciter et maintenir en éveil notre attention sans la vivifier » que notre intuition morale majoritaire trouve justifié de transformer un travail en emploi rémunéré de salaire.

Or il se trouve qu'un tel sentiment moral serait bien mieux satisfait par l'instauration d'un revenu inconditionnel d'existence que par la structuration actuelle du marché de l'emploi et de l'échelle des salaires. Alors que le travail d'un dirigeant de conseil d'administration, d'un footballeur professionnel ou d'un enseignant de littérature est probablement plus gratifiant et moins asservissant que celui d'une caissière et d'un mineur de fond, le salaire des premiers tend à être plus élevé que celui des seconds. L'un des nombreux avantages d'instaurer un revenu inconditionnel d'existence tient à la réorganisation des modes et des taux de rémunération qu'il ne manquerait pas d'entraîner. Les emplois les plus asservis et les plus asservissants se situent fréquemment – quoique pas toujours – au niveau du salaire minimal. Dès lors qu'une allocation universelle garantirait un revenu proche de ce salaire minimal, les salaires versés pour attirer les travailleurs vers certaines tâches à forte dose d'asservissement attentionnel devraient être significativement réévalués. On obtiendrait ainsi un système bien plus conforme à notre sentiment de justice, dans lequel la part variable du revenu apporté par le salaire serait largement proportionnelle à la dose d'asservissement consenti pour accomplir une tâche estimée nécessaire au bien-être commun.

### Pour une avance de réflexion

Le plus important est toutefois à situer ailleurs – dans le fait que le revenu inconditionnel d'existence contribuerait à l'émancipation de notre attention. Il donnerait à chacun(e) la possibilité d'évaluer au mieux la distribution de son attention, entre les différentes tâches qui la sollicitent de l'extérieur et les différents désirs qui la motivent de l'intérieur. Le capitalisme néolibéral actuellement dominant sur-sollicite l'attention des uns, qu'il pousse au burn-out, tout en sous-sollicitant l'attention des autres, qu'il condamne au statut dégradé de chômeur. Le revenu inconditionnel d'existence serait au contraire conforme au principe qui, de Turgot à Hayek, a fait la force des doctrines libérales : nul ne sait mieux que l'agent

lui-même comment allouer ses ressources limitées de la façon la plus efficace au sein de son environnement immédiat. En attribuant inconditionnellement une avance monétaire permettant à chacun(e) de diriger son attention vers ce qui lui semblera le plus approprié, le revenu inconditionnel d'existence participe d'une confiance authentiquement libérale envers l'intelligence spontanée des agents.

Cette confiance est souvent critiquée comme illusoire par les néo-libéraux. Donner à chacun(e) le choix et le loisir de « ne rien faire », ce serait livrer les gens aux séductions des armes de distraction massive. On connaît le fantasme rabâché par ce type d'objection : après l'instauration d'un revenu d'existence, chacun resterait chez soi à regarder des émissions de télé-réalité étalant les misères de l'oisiveté, entrecoupées de publicités pour des produits que plus personne ne se fatiguerait à fabriquer. On sait que ce fantasme ne correspond ni aux expériences empiriques d'instauration de revenu de base, ni à ce que les sondages permettent d'anticiper quant à nos choix de comportements<sup>7</sup>. Un argumentaire symétriquement inverse pourrait être établi, suggérant que ce sont les déséquilibres attentionnels actuellement induits par le capitalisme néolibéral qui font obstacle à une meilleure distribution de notre attention, individuelle et collective. Si les spectacles les plus largement méprisés (par l'intelligentsia) reçoivent les taux d'audience les plus élevés, c'est bien davantage par épuisement, par inertie de l'habitude ou par effets de manipulation délibérée et intéressée, plutôt que par goût spontané ou par bêtise innée, comme le sous-entendent les critiques.

Libérer les individus de la contrainte salariale qui soumet la plupart d'entre nous, depuis deux siècles, à l'alternative du « Bosse ou crève ! », cela implique de libérer l'attention des contraintes d'asservissement, de sur-sollicitation et de sous-sollicitation auxquelles la soumettent les lois du marché. Pour le dire sous la forme d'un slogan : nos attentions valent mieux que leurs profits ! Ce qu'il s'agit de libérer de façon urgente, et que le revenu inconditionnel d'existence serait le mieux placé pour favoriser, c'est avant tout notre *attention réflexive* : cette part variable, minime mais décisive, de notre attention qui porte sur l'évaluation de nos choix attentionnels. En nous donnant une avance de temps d'attention, le revenu inconditionnel d'existence facilite l'ouverture d'espaces de réflexion à partir desquels nous pouvons réévaluer et réorienter nos priorités. Même si le soin d'un proche, le développement d'une compétence personnelle ou un travail accompli dans le cadre d'une association ne me rapportent aucun revenu supplémentaire, n'est-il pas plus souhaitable, plus gratifiant et plus utile de leur consacrer mon attention dans les quelques mois ou années qui viennent, plutôt qu'à un emploi salarié ?

À travers de telles questions concrètes, c'est bien à une réflexion sur nos valeurs individuelles et collectives que nous nous livrons – réflexion éminemment « philosophique » dans la mesure où elle nous aide à cultiver une certaine sagesse pratique. De nombreux signaux d'alarme clignent aujourd'hui pour nous avertir que c'est à cause d'un dramatique

<sup>7</sup> Un sondage téléphonique mené en Suisse fin novembre 2015 par l'institut DemoSCOPE montre que, si « un tiers des 1076 personnes interrogées pensent que « les autres arrêteraient de travailler », seuls 2 % d'entre eux « arrêteraient de travailler, et 8 % envisageraient cette possibilité en fonction des circonstances » (« Seuls 2 % des Suisses arrêteraient de travailler », *Le Matin*, 27 mars 2016).

déficit en attention réflexive que nos modes de vie, abandonnés aux pilotes automatiques des algorithmes, des taux de profits et des taux de croissance, foncent vers l'effondrement social et écologique. C'est pourquoi il importe de mettre cette ouverture d'un temps de réflexion au cœur des avantages apportés par le revenu inconditionnel d'existence. Et c'est pourquoi il est plus approprié de parler de revenu d'*existence*, plutôt que de revenu de *subsistance*. Il ne s'agit pas simplement de veiller à ce que personne ne crève de faim : il s'agit surtout de faire en sorte que chacun(e) puisse dépasser ses limitations actuelles pour s'élever vers des formes d'existence mieux réfléchies et plus élevées (selon ses critères propres). C'est certes une question de « justice » (Walzer), mais c'est tout autant une question de « grandeur » (Boltanski et Thévenot) : permettre à chacun(e) de mieux contribuer à nos grandeurs communes. Le revenu inconditionnel d'existence améliore nos capacités à mieux aménager les exigences contradictoires entre les divers « modes d'existence » (Latour) qui font la richesse et la complexité de nos cultures humaines (collectives) et de nos trajectoires personnelles (singulières).

Les trois évolutions majeures qu'a connues le capitalisme au cours du dernier demi-siècle convergent vers un même court-circuitage de ce qui tempérait jadis la brutalité d'une compétition au moins-offrant salarial. La mise en concurrence mondialisée de la main-d'œuvre, la pénétration de logiques purement financières jusqu'au cœur du management des entreprises et la délégation croissante à des algorithmes des tâches de gestion : ces trois facteurs exacerbent la pression exercée sur nos modes de production. Cette pression sape les bases d'une résistance extérieure aux dynamiques du capitalisme néolibéral. Elle tend surtout à évacuer la médiation de la réflexion humaine et de la délibération collective entre des stimuli perçus comme de plus en plus urgents et des réponses à donner de façon de plus en plus précipitée. Comme le souligne bien Mark B.N. Hansen dans un ouvrage récent<sup>8</sup>, la perception, la conscience et les délibérations humaines apparaissent comme systématiquement *en retard* sur les modes de décision imposés par les micro-temporalités de nos appareillages numériques, tels que les met à profit la compétition néolibérale.

Cette fuite en avant vers l'irréflexion – qu'illustrent emblématiquement, sur des plans très différents, l'aventurisme militaire occidental au Moyen Orient, la crise financière de 2008 et notre incapacité collective à prévenir les catastrophes du dérèglement climatique – est toutefois travaillée par une contradiction interne, sur laquelle il faut savoir s'appuyer si l'on veut éviter de multiplier les catastrophes sociales et écologiques. Les mêmes dynamiques de compétition qui poussent le capitalisme globalisé à pressuriser les temporalités réflexives lui font valoriser à l'extrême les inventions, découvertes et autres « innovations » – dont les conditions d'émergence présupposent toutefois le relâchement des temporalités de la production. Autrement dit, les modes de productions actuellement dominants sous l'égide du capitalisme globalisé, financiarisé et numérisé reposent sur une double injonction contradictoire, qui exige tout à la fois de court-circuiter la réflexion humaine, considérée comme imposant un retard fatal dans la compétition à l'instant  $t$ , et de valoriser cette même réflexion humaine, comme constituant un atout pour se positionner dans la course à l'innovation qui régira la compétition à l'instant  $t + 1$ .

<sup>8</sup> Mark B.N. Hansen, *Feed-Forward. On the Future of 21<sup>st</sup> Century Media*, University of Chicago Press, 2015.

Cette contradiction a été précisément identifiée par la pensée opératoire depuis plus d'un demi-siècle<sup>9</sup> – et ce n'est certes pas un hasard si ce courant d'analyse économique et politique a été parmi les premiers à promouvoir le revenu inconditionnel d'existence. Celui-ci aide à sortir de cet étai contradictoire en offrant à chacun(e) une avance de réflexion qui, d'une part, permet de résister à la compétition sauvage instaurée par le moins-valant salarial actuellement dominant et qui, d'autre part, ouvre des millions de vacuoles protégées, au sein desquels chacun(e) peut inventer des façons originales d'améliorer son existence et celle de ses proches. Que l'instauration du revenu inconditionnel d'existence soit présentée comme une façon de sortir du capitalisme (par le haut) ou comme un moyen de le sauver contre ses propres tendances autodestructrices, voilà qui n'est certes pas complètement indifférent, mais qui peut néanmoins paraître secondaire face à l'urgence de changer de cap. Un certain consensus paraît sur le point d'émerger entre des positionnements politiques par ailleurs fortement divergents : en donnant à chacun(e) les moyens concrets d'une avance d'attention réflexive, le revenu inconditionnel d'existence permet de contrecarrer la précipitation suicidaire qui fait des développements actuels du capitalisme une course irréflective à l'effondrement mental, social et environnemental.

### Pour une économie générale de l'attention

Ceux et celles qui auraient déjà rencontré les problématiques habituellement identifiées à « l'économie de l'attention » auront sans doute été dépayés(e)s par les pages précédentes. On emploie en effet d'habitude cette expression pour évoquer les dynamiques et les dispositifs qui se trouvent mis en rivalité pour capter nos attentions individuelles au sein d'univers riches en information<sup>10</sup>. On oppose généralement, dans ce cadre, l'économie « classique », qui se préoccuperait de l'optimisation de la *production* des biens, à l'économie « de l'attention », qui se préoccuperait des ressources attentionnelles nécessaires à la *réception* (consommation, jouissance) des biens en question. Une telle dichotomie entre production et réception est bien entendu simpliste. Comme on l'a vu, les ressources attentionnelles sont nécessaires non seulement pour consommer des biens culturels (terme que l'on peut étendre à tous les biens consommés, dès lors que leur valorisation s'opère à travers certaines valeurs éminemment culturelles), mais également pour fabriquer tout ce que nous produisons – dès lors que notre définition commune du travail productif implique la présence d'un certain effort, voire d'un certain asservissement, attentionnel.

<sup>9</sup> Voir par exemple Mario Tronti, *Ouvriers et capital* (1966), éditions Entremonde, Paris, 2016; Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Exil, Paris, 2000; Maurizio Lazzarato, *Puissances de l'invention*, Les empêcheurs de penser en rond, Paris, 2001; Yann Moulier Boutang, *Le capitalisme cognitif*, Éditions Amsterdam, Paris, 2007.

<sup>10</sup> Voir Georg Franck, *Ökonomie der Aufmerksamkeit: Ein Entwurf*, Munich, Carl Hanser, 1998, et « Capitalisme mental », *Multitudes* n°54, été 2013; John Beck & Thomas Davenport, *The Attention Economy. Understanding the New Currency of Business*, Harvard Business School, Cambridge MA, 2001; Josef Falkinger, « Limited Attention as the Scarce Resource in an Information-Rich Economy », *Economic Journal*, Vol. 118, 2008, p. 1596-1620; Yves Citton (éd.), *L'économie de l'attention: horizon ultime du capitalisme?*, La Découverte, Paris, 2014 et *L'écologie de l'attention*, Seuil, Paris, 2014.

Dans les pages précédentes, j'ai donc détourné le cadre habituel de l'économie de l'attention pour envisager le revenu inconditionnel d'existence comme une institution permettant de produire, ou plus précisément de favoriser, les conditions d'une attention réflexive salutaire et partagée. On pourrait sans doute inscrire un tel détournement dans le déplacement d'une économie de l'attention, traitant cette dernière comme une ressource à échanger pour le profit dans des transactions interindividuelles, vers une écologie de l'attention, la traitant comme un bien commun environnemental dont nos relations à notre milieu doivent s'efforcer d'assurer la soutenabilité. Il me semble plus intéressant, pour conclure, d'inscrire ce recadrage dans le passage de ce que Georges Bataille appelait une « économie restreinte » vers une « économie générale »<sup>11</sup>.

Alors que nos références habituelles à l'économie (« restreinte ») postulent comme autant d'évidences la nécessité d'équilibrer les comptes, de ne donner que ce qu'on a, d'acquiescer quelque chose en échange de toute dépense, ou encore de rembourser ses dettes, Bataille part des rapports de la Terre au Soleil pour poser le cadre d'une « économie générale » où régneraient au contraire la dépense sans compter, le don unilatéral, la surabondance débordante, le luxe et l'excès. Depuis des lustres et pour encore plusieurs centaines de millions d'années, le Soleil fournit en continu une énergie énorme à la planète Terre, de façon purement « gratuite », sans en tirer aucun profit en retour, et c'est ce transfert parfaitement unilatéral, cette surabondance, cet excès, ce luxe, cette avance d'énergie qui a nourri la vie de l'humanité depuis son origine. Or, pour peu qu'on y prête un peu d'attention (réfléchie), ce type de transfert unilatéral existe également à l'intérieur des sociétés humaines : comme le Soleil, les parents ne comptent (généralement) pas les centimes ou les minutes d'attention qu'ils « investissent » dans le bien-être et la croissance de leurs enfants. Ils espèrent sans doute que ceux-ci ne les oublieront pas lorsqu'ils seront devenus vieux et en besoin d'assistance, mais ce n'est pas sur le mode de l'échange marchand typique de l'économie restreinte qu'ils agissent envers leur progéniture.

À de multiples niveaux, la vie ne peut prospérer que parce qu'elle accepte de donner sans compter, de faire des avances dont il est sans doute raisonnable d'espérer qu'elles entraîneront des effets désirables, mais dont on ne peut garantir a priori, contractuellement et sur le mode individualisé, les retours sur investissements. Les graines se dispersent au vent, les pluies arrosent les terres, les abeilles pollinisent les champs selon des dynamiques très différentes de celles qui régissent les échanges marchands. C'est, entre autres choses, en réintégrant nos modes de production et de consommation dans ces dynamiques écologiques plus générales que nous aurons une chance de surmonter les impasses actuelles de l'économisme restreint dominant<sup>12</sup>.

Selon cette logique, il serait parfaitement cohérent d'instaurer une « taxe pollen »<sup>13</sup> pour assurer le financement des avances en attention réflexive distribuées à chacun(e) par l'entremise du revenu inconditionnel d'existence. Le principe d'une telle taxe est en effet

<sup>11</sup> Georges Bataille, *La part maudite*, Minuit, Paris, 1967.

<sup>12</sup> Voir par exemple Yann Moulier Boutang, *L'abeille et l'économiste*, Éditions Montparnasse, Paris, 2011.

<sup>13</sup> Voir Yann Moulier Boutang, « Taxe carbone ou taxe pollen », *Multitudes*, n°39 (2009), p. 14-21 (en ligne sur [www.cairn.info/revue-multitudes-2009-4-page-14.html](http://www.cairn.info/revue-multitudes-2009-4-page-14.html)) et René Montgranier, « Pour une taxe sur tous les mouvements de fonds », *Multitudes*, n°46, 2011, p. 76-90.

d'être un impôt qui ne porte ni sur le revenu, ni sur la production, ni sur la consommation, mais sur *la circulation* des richesses monétaires. En prélevant une taxe minimale (1 %) sur toutes les transactions financières – depuis les 30 euros que je retire à un distributeur de billets, jusqu'aux milliards de dollars investis dans une OPA – on pourrait en effet financer de façon simple, équitable et indolore un revenu dont bénéficieraient au premier chef les moins riches d'entre nous, mais qui accorderait à chacun(e) une avance de temps d'attention, l'aidant ainsi à orienter au mieux ses activités collaboratives. Ponctionner (très modérément) les transactions monétaires, omniprésentes dans le monde actuel, pour irriguer et polliniser notre attention réflexive, dangereusement pressurisée et menacée d'extinction – telle est la forte complémentarité écosystémique qui unit taxe pollen et revenu d'attention.

La dynamique des découvertes techno-scientifiques qui ont fait la force de la modernité a reposé justement sur une capacité à financer des avances d'attention réflexive permettant aux chercheurs de tâtonner dans l'inconnu, d'inter-polliniser les disciplines, de semer des financements en recherche fondamentale sans en attendre des applications pré-comptabilisées ou remboursables rubis sur l'ongle – et les financements publics ont joué un rôle au moins aussi important que les marchés boursiers et les start-up commerciales dans la distribution de telles avances. Lorsque des activistes distribuent des billets de 10 Frs dans la gare de Zurich ou lorsque le site web de Génération RBI met en page d'accueil une pluie de pièces d'or tombant du ciel<sup>14</sup>, c'est bien dans le cadre de cette économie générale qu'ils situent leur imaginaire. L'incompréhension manifestée par ceux qui s'en offensent, selon le principe voulant que « tout salaire exige travail », révèle leur difficulté à sortir du cadre de l'économie restreinte qui domine nos pensées et nos calculs depuis de nombreuses générations.

Or, plutôt que de s'en lamenter ou de les accuser d'étroitesse d'esprit, on gagnera ici aussi à aborder l'économie générale à partir d'une analyse des dynamiques attentionnelles. Comme le transfert d'énergie venu du soleil, l'attention est en effet d'abord un geste de sortie de soi, de don, de dépense unilatérale, de tâtonnement dans l'inconnu. La reproduction et le développement de la vie humaine ont été possibles à la fois parce que de l'énergie gratuite venait du soleil, sans qu'on ait besoin d'en prépayer ou d'en rembourser la facture, et parce que, dès son plus jeune âge, le bébé observe attentivement tout ce qui l'entoure, bien avant de savoir quel profit il pourra tirer de ses observations au fil de ce qu'il apprendra progressivement à y glaner. *L'attention commence par être pure dépense*: elle ne reste « vivifiante » que dans la mesure où elle s'investit dans de l'inconnu dont elle ne découvrira qu'après coup ce qu'elle aura pu en tirer de bon. En ce sens, l'enfermer dans les règles étroites d'une économie restreinte, cadencée par les équilibres comptables, est sans doute l'un des plus grands crimes qu'on puisse accomplir contre l'humanité.

Conçu comme offrant à chacun(e) une avance d'attention réflexive, le revenu inconditionnel d'existence se conforme à l'économie générale qui depuis des millénaires, nourrit les vies humaines, indissociablement individuelles et collectives, matérielles et mentales. La promotion du revenu inconditionnel d'existence s'inscrit dans un changement de

paradigme qui appelle à la fois à dépasser l'économie restreinte des échanges marchands en direction d'une économie générale de l'attention, et à dépasser les limites de la pensée économique, toujours fondée sur des prémisses individualistes, en direction d'une approche écologique de nos relations à nos environnements. Au sein d'une pluralité de formes de revenus complémentaires, financé par une taxe pollen prélevant un faible pourcentage sur toutes les transactions financières, articulé à une riche vie associative ainsi qu'à une recombinaison déjà en cours de notre médiasphère, un revenu inconditionnel d'existence est la condition indispensable à la reconnaissance de l'écologie attentionnelle dont nous avons besoin pour faire face aux défis de l'avenir.

<sup>14</sup> Voir <http://rbi-oui.ch> (consulté le 28 mars 2016).